

Les Informations hebdomadaires

211-213, RUE LAFAYETTE, PARIS-10

BULLETIN HEBDOMADAIRE

Les apologistes de l'agression

Les communistes staliniens soutiennent qu'en constatant l'impossibilité de poursuivre une collaboration avec ceux qui n'ont pas voulu, ou pas pu, désavouer l'odieux pacte germano-soviétique, les organisations syndicales ont fait un acte politique qu'elles n'avaient pas le droit d'accomplir.

L'ARGUMENT EST GROTESQUE. IL NE FAIT QUE SOULIGNER LEUR MAUVAISE FOI.

Il est invoqué par des gens qui n'ont pas cessé d'introduire dans le mouvement syndical français des préoccupations directement, exclusivement politiques, au nom et pour le compte d'un parti, malgré les statuts des organisations qu'ils avaient acceptés et les engagements qu'ils avaient pris.

Ils ont consciemment tenté de mettre le syndicalisme au service de calculs politiques étrangers aux intérêts des travailleurs.

Ils osent parler de l'indépendance du syndicalisme, et ils sont eux-mêmes au service non seulement d'un parti, mais d'un gouvernement étranger qui a rendu possible l'agression du gouvernement hitlérien.

Ils osent aujourd'hui se réclamer des travailleurs, et ils sont tout juste les auxiliaires serviles d'un nouvel impérialisme, d'une politique de force, d'agression, de rapine qui écrase les masses ouvrières dans les pays qui en sont les victimes.

Par leur attitude ils deviennent les complices du national-socialisme qui réduit à l'impuissance et à la misère les travailleurs d'Allemagne, d'Autriche, de Tchécoslovaquie, de Pologne.

Ils insultent et calomnient les militants à qui répugne cette odieuse besogne, mais ils n'ont pas

un mot à dire contre les oppresseurs et les massacreurs des populations asservies.

LEURS PATRONS NE LE LEUR PERMETTENT POINT.

Les considérations politiques n'ont rien à voir avec les décisions prises par nos organisations.

Le mouvement syndical est et reste ouvert à tous les salariés, sans distinction d'opinion politique ou religieuse. Tout syndiqué est libre d'adhérer à une conception sociale ou philosophique de son choix, mais il ne saurait être admis qu'il introduise dans l'action syndicale, pour la leur subordonner, des conceptions extérieures à cette action : c'est la condition même du mouvement ouvrier.

L'EXCLUSION DES AGENTS DE LA DICTATURE STALINNIENNE N'A PAS EU POUR RAISON D'ETRE LEURS CONCEPTIONS POLITIQUES. ELLE A ETE RENDUE INEVITABLE PAR LEURS ACTES QUE NULLE ORGANISATION OUVRIERE DIGNE DE CE NOM NE POUVAIT TOLERER.

Si nos syndicats avaient permis à cette action de se poursuivre dans leur sein, ils se seraient faits les complices d'une attitude qui révolte toutes les consciences droites.

En se refusant de désavouer la collusion des dictateurs de Berlin et de Moscou, les valets de Staline se sont mis d'eux-mêmes en dehors de notre mouvement.

Ils se sont faits les auxiliaires et les apologistes du terrible conflit déchaîné par deux Etats également totalitaires, et ils ont montré qu'ils

n'avaient rien de commun avec la pensée ouvrière, avec l'idéal ouvrier.

NON, IL NE S'AGIT PAS D'UNE QUESTION POLITIQUE, DE DIVERGENCES DE VUES QU'ELLE POUVAIT PROVOQUER.

Tout simplement, il a fallu constater qu'il n'y avait plus de place dans nos rangs pour ceux qui ont approuvé leurs maîtres responsables de la guerre.

SUR CE POINT, IL NE PEUT PAS Y AVOIR DE DISCUSSION.

Prêter l'oreille à la propagande que mènent les serviteurs du néo-impérialisme russe associé à l'impérialisme hitlérien, ce serait admettre qu'il est possible pour les travailleurs d'oublier leur haine pour la guerre parce que celle-ci est menée contre leur pays, contre leurs libertés, contre tous leurs intérêts et toutes leurs aspirations. Ce serait admettre que l'agression est légitime et que la force brutale doit dominer dans un monde condamné aux pires servitudes.

Le travail organisé ne peut pas vouloir cela. Il ne peut pas abdiquer son idéal de paix parce que des gouvernements de proie ont choisi de déclencher la catastrophe et de la mener dans les conditions les plus criminelles. Ce serait la pire abdication, le reniement de son plus grand idéal qui est de contribuer à l'organisation de la paix juste et durable, dans le respect de la justice, de la liberté et du droit.

CELA NE SERA PAS.

Ce ne sont pas les sophismes et les tartufe-

ries inventés à l'étranger et répétés en France et ailleurs par les agents de Moscou, qui feront perdre à la classe ouvrière française sa claire conscience et le fier sentiment de sa dignité.

Les individus qui se livrent à cette triste besogne le savent bien, d'ailleurs.

C'EST LA RAISON POUR LAQUELLE ILS RECOURENT MAINTENANT AUX MENSONGES ET AUX DIFFAMATIONS. ILS ONT VU LES TRAVAILLEURS SE DETOURNER D'EUX ; ILS SAVENT QU'ILS N'OBTIENDRONT PAS DE LA CLASSE OUVRIERE FRANÇAISE QU'ELLE LES SUIVE ET SUIVE LEURS MAITRES. MAIS ILS ESPERENT QUE LEURS MENSONGES, LEURS INSINUATIONS, LEURS CALOMNIES PARVIENDRONT A DIVISER LES TRAVAILLEURS, A AFFAIBLIR ET A REDUIRE A L'IMPUISSANCE LEURS ORGANISATIONS.

MAIS CELA NON PLUS NE SERA PAS.

LA MANŒUVRE EST TROP GROSSIERE, TROP EVIDENTE POUR QUE LA CLASSE OUVRIERE DE CE PAYS NE LA REJETTE PAS AVEC LE MEME MEPRIS QU'ELLE A REJETE CEUX QUI AVAIENT CRU POUVOIR LA METTRE AU SERVICE DE L'ETRANGER.

A méditer sans commentaires. — Dans la journée du 22 novembre nous apprenons que Staline décore Ribbentrop de l'ordre de Lénine ; que Hitler envoie en prison LEIPART, GRASSMANN, président et vice-président de la Centrale syndicale allemande, ainsi que SEITZ, ancien maire socialiste de Vienne, tous trois âgés de 70 ans.

La C. G. T.

Travailleurs,

***Ne critiquez pas sans savoir !
N'approuvez pas sans connaître !***

La vie des Fédérations nationales d'industrie et l'action de vos militants font l'objet d'enquêtes que publie

LE PEUPLE

TOUS LES JEUDIS